



21 décembre 2020

(20-9244)

Page: 1/3

Original: anglais

**THAÏLANDE – MESURES DOUANIÈRES ET FISCALES VISANT LES
CIGARETTES EN PROVENANCE DES PHILIPPINES**

**COMMUNICATION DU PRÉSIDENT DE L'ORGANE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS
CONCERNANT LE "MÉ MORANDUM D'ACCORD ENTRE LES PHILIPPINES ET LA
THAÏLANDE EN VUE DE LA TENUE DE DISCUSSIONS ANIMÉES PAR UN
FACILITATEUR VISANT À FAIRE AVANCER ET RÉGLER LES
QUESTIONS EN SUSPENS CONCERNANT
L'AFFAIRE DS371"**

La communication ci-jointe, émanant de la délégation des Philippines et de la délégation de la Thaïlande et datée du 18 décembre 2020, qui contient le "Mémorandum d'accord entre les Philippines et la Thaïlande en vue de la tenue de discussions animées par un facilitateur visant à faire avancer et régler les questions en suspens concernant l'affaire DS371", m'a été adressée en ma capacité de Président de l'Organe de règlement des différends, et il m'a été demandé de la distribuer aux Membres.

Je me réjouis que les deux délégations aient conclu un mémorandum d'accord visant à aplanir les divergences subsistant entre elles en ce qui concerne l'affaire DS371, qui s'appuie sur le processus de consultation que j'ai engagé avec les parties ces derniers mois. À cet égard, je suis également heureux de confirmer que l'Ambassadeur George Mina a confirmé qu'il acceptait d'assumer le rôle de facilitateur et a indiqué qu'il rencontrerait les parties au cours de la période à venir pour faire avancer le processus de consultations animées par un facilitateur.

S.E. M. l'Ambassadeur Dacio Castillo
Président de l'Organe de règlement des différends

cc S.E. M. l'Ambassadeur George Mina

**Mémoire d'accord entre les Philippines et la Thaïlande en vue
de la tenue de discussions animées par un facilitateur visant
à faire avancer et régler les questions en suspens
concernant l'affaire DS371**

L'Organe de règlement des différends ("ORD") a adopté ses recommandations et décisions dans le différend Thaïlande – Mesures douanières et fiscales visant les cigarettes en provenance des Philippines (WT/DS371) le 15 juillet 2011.

Conformément à l'article 21:3 b) du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémoire d'accord"), les Philippines et la Thaïlande sont convenues que le délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD concernant les paragraphes 8.1, 8.2, 8.3 a) et 8.4 du rapport du Groupe spécial serait de 10 mois, et viendrait donc à expiration le 15 mai 2012.

Dans une communication du 1^{er} juin 2012, les Philippines et la Thaïlande ont notifié à l'Organe de règlement des différends un "Mémoire d'accord entre les Philippines et la Thaïlande concernant des procédures au titre des articles 21 et 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends" (WT/DS371/16 du 7 juin 2012). Les Philippines ont engagé deux procédures de mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémoire d'accord, le 4 mai 2016 et le 4 juillet 2017, respectivement. Le Groupe spécial de la mise en conformité a remis son rapport concernant la première procédure de mise en conformité le 12 novembre 2018, dont la Thaïlande a fait appel le 9 janvier 2019. Il a remis son rapport concernant la seconde procédure de mise en conformité le 12 juillet 2019, dont la Thaïlande a fait appel le 9 septembre 2019.

Du fait de l'impasse qui persiste au sujet des postes vacants à pourvoir à l'Organe d'appel, les deux appels interjetés devant l'Organe d'appel concernant les procédures du Groupe spécial au titre de l'article 21:5 dans l'affaire DS371 n'ont pas été menés à bien.

Le 12 février 2020, les Philippines ont demandé l'autorisation de suspendre des concessions au titre de l'article 22:2 du Mémoire d'accord (WT/DS371/32 du 14 février 2020). À la suite de cette situation, les Philippines et la Thaïlande ont exprimé des vues différentes sur la manière dont les questions en suspens concernant les appels au titre de l'article 21:5 et les procédures au titre de l'article 22 pouvaient être résolues.

Depuis février 2020, le Président de l'ORD tient des consultations avec les deux parties pour tenter de trouver des moyens d'avancer et d'aplanir leurs divergences de vues dans ce domaine. Ces consultations, qui sont de nature confidentielle, ont permis de clarifier les positions respectives des parties sur les questions pertinentes, mais n'ont pas, à ce jour, permis d'aplanir les divergences qui subsistent entre elles.

Avec l'appui et l'encouragement de M. l'Ambassadeur Castillo, actuel Président de l'ORD, les Philippines et la Thaïlande souhaitent maintenant intensifier davantage ce processus de consultations, avec l'aide additionnelle d'un facilitateur désigné par M. l'Ambassadeur Castillo pour les assister dans ce processus, dont les Philippines et la Thaïlande conviennent qu'il devrait respecter les paramètres suivants.

1 Bien qu'il soit reconnu que les questions actuellement non résolues dans l'affaire DS371 sont liées à l'impasse plus large qui affecte les activités de l'Organe d'appel, le rôle du facilitateur se limitera à aider les parties à trouver des moyens appropriés de progresser pour aplanir les divergences qui subsistent entre elles dans le contexte spécifique du différend DS371.

2 À cet égard, les parties consentent, sur la base de la désignation du Président de l'ORD, à ce que l'Ambassadeur George Mina exerce les fonctions de facilitateur. Le facilitateur, faisant fond sur le processus de clarification engagé par l'actuel Président de l'ORD, s'efforcera de trouver, et fera des recommandations aux parties concernant, des moyens de résoudre les questions pertinentes en suspens, qui comprendront des approches à la fois procédurales et/ou de fond, y compris un éventuel règlement global, sous réserve de l'accord des parties. Le facilitateur se verra ménager un accès total aux comptes rendus du processus de clarification entrepris par l'actuel Président de l'ORD. Les consultations animées par le facilitateur resteront confidentielles.

3 Les Philippines et la Thaïlande s'engagent à participer de bonne foi aux consultations animées par le facilitateur pour faire avancer les questions à l'examen et, dans ce contexte, s'efforceront d'éviter de prendre de nouvelles mesures qui pourraient empêcher de faire avancer davantage ou de résoudre les questions qui les opposent.

4 Les parties au différend conviennent que la participation au processus animé par le facilitateur est sans préjudice de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC. Chacune des parties pourra mettre fin à tout moment aux consultations animées par le facilitateur, en en avisant le Président de l'ORD, le facilitateur et l'autre partie.

5 Le facilitateur, en consultation avec le Président de l'ORD et les parties, rendra compte à l'ORD des résultats du nouveau processus de consultation et de toutes mesures que les parties pourraient convenir de prendre pour faire avancer ou résoudre les questions qui les opposent. Le facilitateur devrait présenter un tel compte rendu à l'ORD le 31 mars 2021, sans préjudice de sa recommandation visant la poursuite du processus jusqu'au 31 juillet 2021 au plus tard, à moins que les parties n'en conviennent autrement.

Pour les Philippines

Pour la Thaïlande

(S.E. M. Manuel A.J. Teehankee)
Ambassadeur et représentant permanent
auprès de l'OMC

(S.E. Mme Sunanta Kangvalkulkij)
Ambassadrice et représentante permanente
auprès de l'OMC
